

La CFDT des affaires étrangères se mobilise

Le syndicat du Ministère des affaires étrangères a organisé le 21 mai, dans le cadre d'une heure mensuelle d'information syndicale, une rencontre avec les salariés pour préparer les élections de fin d'année. L'occasion d'en savoir plus sur les problématiques de ce champ d'activité peu connu.



Thierry Duboc et Thierry Cadart

Le Ministère des affaires étrangères et du développement international (MAEDI) compte un peu moins de 16 000 agents dont près de 3 000 à l'administration centrale et 13 000 dans les ambassades, consulats et instituts français à l'étranger. « Plus de la moitié des personnels sont des agents recrutés localement, à l'étranger, et échappent à la plupart des droits et garanties dont bénéficient les fonctionnaires et les contractuels français », précise Thierry Duboc, secrétaire général adjoint du syndicat.

Dans un paysage syndical très émietté au ministère, la CFDT est majoritaire avec 41 % de représentativité à l'élection de 2010 au comité technique ministériel (CTM) et près de 1 200 adhérents. Elle entend bien conforter cette position en préparant à la fois les élections aux deux comités techniques mais aussi à dix commissions administratives paritaires et à toutes les instances de dialogue social à l'étranger, ambassades, consulats et instituts français dans 180 pays.

Une heure pour tout dire

Une semaine après la mobilisation des fonctionnaires du 15 mai, le syndi-

cat CFDT du ministère des affaires étrangères a invité les agents à une heure mensuelle d'information syndicale, en présence de Thierry Cadart secrétaire national, José Porceddu secrétaire national à la fédération Interco et Lahouari Boubekour, secrétaire régional. Thierry Duboc est convaincu de « l'importance de la tenue régulière de ces réunions afin de permettre aux agents de s'informer mais surtout de s'exprimer sur leurs conditions de travail et l'avenir du service public ». Car il faut le dire : la tendance est à la baisse constante des effectifs depuis dix ans, avec près de 200 emplois perdus chaque année.

Agents malmenés

Et ce, « sans véritable diminution des missions, ce qui entraîne un accroissement de la charge de travail mais aussi des risques psychosociaux aussi bien à l'administration centrale qu'à l'étranger », remarque Thierry Duboc. Un constat partagé par Thierry Cadart, qui développe : « Les agents des fonctions publiques sont malmenés avec le gel de la valeur du point d'indice, qui conduit à une baisse de leur pouvoir d'achat, mais également avec les restructurations trop souvent appliquées sans concertation. Les objectifs financiers l'emportent sur toute autre considération, conduisant à la détérioration de la qualité du service public ». Très vite, les questions ont fusé au cours de la rencontre, portant principalement sur les moyens d'action de la CFDT et les problèmes qu'ont les agents pour se joindre aux mouvements de grève pour des raisons pécuniaires. Certains ont aussi témoigné de leurs difficultés dans la vie quotidienne, notamment concernant les transports en Île-de-France, source de stress et de

fatigue. Une thématique que l'Union régionale entend bien développer avec celle du logement au cours de la campagne électorale.

Combattre l'isolement

Dans un champ où près de la moitié des adhérents se situent aux quatre coins du monde, la démarche de proximité n'est pas une mince affaire. Dans la campagne, l'enjeu sera aussi de « mobiliser les recrutés locaux, qui représentent la moitié des électeurs au CTM, estime Thierry Duboc. Notre investissement dans les élections pour le dialogue social à l'étranger pourrait être un bon levier ». Le syndicat s'appuiera également sur un travail dans la durée sur les dossiers revendicatifs et le souci de rendre compte régulièrement de ses actions et d'être visible (affichage, tractages, envoi du bulletin du syndicat par la valise diplomatique, site Internet mis à jour régulièrement, bulletin mensuel).

Jean-Jacques PEROT

FORMATION

FAIRE VOTER CFDT !

L'Union régionale a mis en place un important dispositif de formation interprofessionnelle « fonction publique » à destination des militants.

Onze lieux de formation sur l'Île-de-France sont prévus pour une session de deux jours, (au choix les 8-9 septembre ou les 10-11 septembre) qui permettra aux militants d'identifier les stratégies collectives, s'exercer à argumenter et contre-argumenter, consolider le plan de campagne électorale, et renforcer la présence CFDT sur le terrain.

Un moyen, comme l'indique Lahouari Boubekour, secrétaire régional en charge des fonctions publiques « de mettre tous les atouts de son côté pour aller à la rencontre des agents ». □